

Réforme territoriale :

Halte au massacre des emplois publics et du statut de la fonction publique !

Une machine infernale est en marche qui va pulvériser la fonction publique territoriale et ses emplois, qui anéantira la fraternité et la laïcité, qui accentuera les inégalités entre territoires et citoyens.

Elle a pour nom : réforme territoriale.

Pour tous les personnels territoriaux, comme pour les élus et les habitants, trois questions brûlantes sont posées :

Quel avenir pour tous les services rendus aux habitants par les collectivités, si cette « réforme » gangrène notre pays ?

L'action, les réalisations des collectivités, ce n'est pas du vent : écoles, crèches, logements, équipements sociaux, culturels, sportifs, de santé, environnement, transports et une multitude d'autres services de qualité.

C'est concret !

Qui demain va rendre ces services indispensables à la vie quotidienne, à la survie et au développement des territoires ?

Notre pays compte 5,2 millions de fonctionnaires et 2 millions de salariés dans les entreprises publiques et sous mission de service public. C'est une force considérable qui reste au travers de la gorge du MEDEF et de Sarkozy. Avec 1 950 000 agents (chiffre INSEE 2009) la fonction publique territoriale est dynamique et efficace. Les agents territoriaux sont les acteurs irremplaçables au quotidien des services publics de proximité et les collectivités sont des amortisseurs des désastres sociaux provoqués par la crise.

Ca compte !

Que deviendra le principe d'égalité d'accès à tous les services ?

Avec cette « réforme » va s'accélérer la privatisation, l'abandon des services les « moins rentables », les populations les moins solvables et les territoires les plus défavorisés. Il y aura d'un côté des territoires qui concentrent la richesse mais, pour le plus grand nombre, des espaces de relégation. Est-ce ainsi que les hommes doivent vivre au XXI^e siècle ?

Et tous ça pour les profits : ça suffit !



« J'ai l'intention de réaliser dans la fonction publique une véritable révolution culturelle. »

Nicolas Sarkozy

**MAIS, le p
noir**

CONTRE LES DROITS HUMAINS ET LES SERVICES DE PROXIMITÉ

Objectif : accélérer la mise en concurrence des habitants, des salariés, des territoires.

L'application de ce projet de démolition va accélérer « l'externalisation », la privatisation ou la suppression de services de proximité, comme jamais nous n'avons pu l'imaginer.

La généralisation arbitraire de la carte intercommunale, la transformation des intercommunalités en « communes nouvelles » vont également servir à cette démolition.

CONTRE LES FINANCES LOCALES ET LA CONTRIBUTION LÉGITIME DES ENTREPRISES

Objectif : la « concurrence libre et non faussée » doit s'emparer du pactole que représente l'action quotidienne, moderne et efficace des collectivités et leurs investissements.

En supprimant la taxe professionnelle, est porté le coup de grâce qui sonne l'agonie financière des collectivités. Le risque de transfert de fiscalité sur les ménages va se généraliser comme unique solution pour maintenir en vie des services de proximité. Ou bien le marché va se frotter les mains... au détriment du plus grand nombre d'habitants qui ne pourront pas se payer les services. La détresse financière du monde associatif, sportif et culturel va s'aggraver.

En constituant des féodalités avec des super régions et des métropoles qui vont siphonner les investissements et les placements financiers, le gros des collectivités va s'appauvrir et les plus défavorisées vont se transformer en territoires de souffrances humaines ou des déserts.

CONTRE LA LIBRE ADMINISTRATION DES COLLECTIVITÉS

Objectif : museler puis éliminer les collectivités qui sont des lieux d'expression des exigences démocratiques, de résistance à la politique ultra-libérale

La suppression de la clause de compétence générale (pour les départements et régions) et l'impossibilité pour les communes de l'exercer va entraîner un recul des services, des conséquences négatives pour l'emploi et un appauvrissement de la fonction publique territoriale.

Cela va devenir le règne d'un État qui ne paye rien et commande tout avec des préfets omnipotents. Le gouvernement en a fait l'aveu : la « RGPP » qui réduit à peau de chagrin les services déconcentrés de l'État doit être la règle pour les collectivités.

CONTRE L'EMPLOI PUBLIC

Une catastrophe se prépare : division par deux des agents de la fonction publique
Objectif : moins de tout : élus, juges, postiers, infirmières, fonctionnaires...

**Une machine
CONT
la démocr
le maillage
de notre**

UNE ATTAQUE

**Ils parlent du milieu
de la République
mais leur projet,
la monarchie à to**

Les citoyens seront les principales victimes et

petit livre de Sarkozy, C'EST :

ne infernale
NTRE
atie locale,
e historique
tre pays

DE HISTORIQUE
mille-feuille
ue
et, c'est
tous les étages

Sarkozy et Fillon sont en colère : en 2008, ils ont supprimé 36 000 emplois de fonctionnaires et prévoient d'en supprimer 150 000 avant 2012 alors que les mauvais élèves de Maastricht - les collectivités locales - en ont créé 34 000. L'État se décharge de ses responsabilités, transfère des obligations nouvelles auprès des collectivités qui doivent sans cesse répondre aux dégâts de la crise sociale et économique... et créer des emplois publics serait un crime de lèse-majesté libérale ?

73 % des investissements publics sont le fruit des collectivités : c'est bon pour la croissance, excellent pour l'emploi. Et l'emploi public, c'est comme le facteur dans chaque village : c'est utile, concret, indispensable !

Au lieu de conforter et moderniser ce maillage du territoire, la réforme va pousser à la marchandisation et au troc des emplois entre collectivités et le privé. Ceci dans le même esprit que les récentes lois sur la « modernité » et la « mobilité » des fonctionnaires. Casser, casser, toujours casser...

CONTRE LES STATUTS DES PERSONNELS

Objectif : transformer les fonctionnaires territoriaux qui resteront en place en un rouage docile de l'application des politiques libérales.

La FPT a 25 ans et s'est construite sur les principes républicains d'égalité, d'intégration et de responsabilité des fonctionnaires. Même si des collectivités locales ne sont pas toujours très respectueuses de leurs agents, comme elles le devraient,

et notamment pour les agents non titulaires qui représentent 30 % des effectifs, les statuts obligent à reconnaître le fonctionnaire comme un citoyen ! Avec l'application de ce projet de démolition, le fonctionnaire territorial sera soumis, au régime du « Tais-toi, travaille plus, subit les humiliations sans rien dire », comme c'est le cas dans beaucoup d'entreprises privées ou qui le sont devenues, comme France Télécom. Et, dans peu de temps, il sera rayé d'un trait de plume.

AUX CÔTÉS DES EMPLOIS PRÉCAIRES, LE FONCTION- NAIRE AU RABAIS :

Avec les métropoles, les pôles métropolitains, les « communes nouvelles », c'est l'assurance du développement des emplois précaires et contractuels, des inégalités de traitement et de régime indemnitaire.

De partout, et les sondages le confirment, les agents territoriaux exigent d'être mieux informés, mieux impliqués dans les réformes, que soit mieux défendu et développé tous les services publics, qu'ils soient évidemment mieux payés et respectés pour y contribuer.

Au lieu de cela, c'est le mépris et la destruction de leur emploi, de « leurs outils de travail ». C'est insupportable !

et les personnels territoriaux seront sacrifiés

LÉGITIME DÉFENSE

- des agents territoriaux et de la fonction publique territoriale
- des services publics locaux et des collectivités
- de la démocratie locale

ÉLUS, AGENTS TERRITORIAUX, HABITANTS :

Sachons nous rassembler pour imposer au président de la République et son gouvernement, le retrait de ce projet.

- **Nous appelons les millions d'agents territoriaux, mais aussi des fonctions publiques d'État et hospitalière,** dans toutes leurs diversités, ainsi que les responsables associatifs, syndicalistes, les citoyens, à dévoiler la gravité de cette réforme et à mobiliser, dans leur village, leur ville, leur département et leur région, l'ensemble de leurs collègues et l'ensemble des habitants pour exiger le retrait du projet de démolition des collectivités locales, par toutes les formes qu'ils jugent utiles.
- **Nous invitons les agents territoriaux, les habitants et les élus, à converger** pour faire vivre un projet de réforme des institutions qui réduise les inégalités sociales, qui garantisse l'égalité entre collectivités en leur donnant des moyens financiers et humains conséquents, qui fasse vivre la démocratie locale et qui réponde aux besoins d'une France moderne, relevant les défis sociaux, environnementaux et économiques du XXI^e siècle.
Ce vrai projet de réforme des institutions devra relever le défi d'une fonction publique territoriale moderne, efficace, solidaire et forte de fonctionnaires-citoyens pleinement considérés et co-responsables de l'intérêt général.
- **Les députés, sénateurs, maires et l'ensemble des élus territoriaux communistes, républicains et progressistes** n'épargneront aucun effort et s'engageront dans toutes leurs forces pour que le dernier mot revienne à notre peuple, notamment par l'organisation d'un référendum sur la réforme des collectivités territoriales.

Je propose les actions suivantes :

Dans ma collectivité, nous menons ou allons mener les actions suivantes :

Je souhaite être informé(e), coordonnées :

